

1997

Revendiquer l'indépendance du Québec, clef stratégique pour l'unité révolutionnaire du prolétariat de l'État canadien



"Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre", Karl Marx

1. Le but des marxistes révolutionnaires est le renversement du capitalisme pour édifier un monde socialiste. Malgré l'actuelle tendance forte à la concentration et à la centralisation du capital par delà les frontières étatiques, l'essentiel du pouvoir bourgeois s'exerce toujours au niveau des États, en particulier des quelques États impérialistes, dont l'État canadien. La tâche essentielle du prolétariat de l'État canadien est donc de renverser la domination de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

2. La stratégie fondamentale des marxistes révolutionnaires est l'unité révolutionnaire du prolétariat de tout l'État canadien pour diriger le front uni de tous les exploité-e-s et les opprimé-e-s de cet État. Cette tâche exige de lutter contre les méthodes bourgeoises de division du prolétariat de l'État canadien : le nationalisme, en premier lieu le chauvinisme canadien, le sexisme, le racisme, l'homophobie et les préjugés envers les sans emplois, les précaires et les jeunes.

3. Pour accomplir ces tâches, la méthode théorique et pratique des marxistes révolutionnaires est le matérialisme historique. Cette méthode permet de trouver les points faibles majeurs de la bourgeoisie impérialiste canadienne. Dans la mesure où la classe ouvrière est armée par la compréhension matérialiste historique de l'État canadien, la bourgeoisie ne parviendra pas à "diviser pour régner".

4. La bourgeoisie canadienne s'est formée très rapidement, en 200 ans, sur un immense territoire non unifié ni économiquement ni politiquement. Pour accomplir cet exploit, elle a opposé la Grande-Bretagne et les USA pour se construire sur la base d'un ensemble de nations autochtones, d'Acadiens et de "Canadiens", toutes des nations conquises, dont aucune ne parlait sa langue, l'anglais. Pour unifier en un seul État ces nations hétérogènes, qui lui étaient hostiles, la bourgeoisie canadienne est devenue économiquement extrêmement concentré, surtout dans le domaine financier. Mais, politiquement, elle a été forcée à demeurer très éclatée, particulièrement entre secteurs canadien-anglais et québécois mais aussi entre régions au sein même du Canada anglais.

Maintenant, la bourgeoisie canadienne doit centraliser son État pour devenir un "gagnant" dans le nouveau "marché global".

5a. Après la conquête de 1760, et surtout après la guerre de libération nationale américaine, la pré-bourgeoisie canadienne a dû littéralement s'importer un peuple anglophone, loyalistes américains et immigrants britanniques. Cette stratégie démographique a, à la fois, marginaliser un peuple "canadien" prompt à la révolte et peupler les Cantons de l'Est et le "Haut-Canada" contre les pressions de l'expansion démographique américaine. Il a fallu cent ans pour réduire à une minorité les "Canadiens" devenant peu à peu des "Canadiens-français".

5b. Les nations conquises résistèrent, souvent par les armes. Le colonisateur britannique et ses alliés, "Bureaucrates" et *Family Compact*, déportèrent les Acadiens – qui prirent cent ans à se reconstituer sur des terres morcelées dont personne ne voulait –, défirent par les armes la révolte autochtone de Pontiac – pour s'assurer le contrôle des territoires à fourrure, source d'accumulation primitive de la bourgeoisie canadienne –, et surtout écrasèrent dans le sang et le feu la révolution démocratique des "Canadiens" en 1837-38, imités à une moindre échelle par la révolte ratée du peuple canadien-anglais au "Haut-Canada".

5c. Sur cette base de destruction nationale et sur celle, plus "douce", d'assimilation des francophones dans la ligne du Rapport Durham, naquit la Confédération de 1867, concoctée en demi-secret par les barons du rail et leurs financiers britanniques. Mais ce *coup fourré* non plus ne se fit pas sans résistance. Les Métis, nation en formation, majoritairement francophone, résultant de la fusion Aborigène-"Canadien" dans les Plaines de l'Ouest, s'opposa les armes à la main et fut vaincu. Désormais l'État canadien pouvait s'étendre *coast to coast*.

5d. Restait à faire disparaître le français comme *lingua franca* des Plaines. On l'interdit d'abord dans les écoles du nouveau Manitoba bilingue puis en Ontario qui dut cependant, après plus de 10 ans de lutte, reculer face à résistance franco-ontarienne. Pour arriver à calmer la révolte du Québec face à la pendaison de Riel et à ses suites anti-francophones, la bourgeoisie consentit à la tactique du *French Power* avec Laurier. Elle réussit ainsi, en alliance avec le pouvoir clérical du Québec, à passer à travers les crises de la conscription de 1917 et 1942.

5e. La bourgeoisie put alors acculer les Canadiens-français dans le bastion québécois et ouvrir tout grand l'État canadien à l'immigration sud et est-européenne, puis mondiale, qu'elle assimila en anglais. Le Québec et les désormais nationalités francophones hors Québec se maintinrent par le "revanche des berceaux" et les valeurs traditionnelles. Mais l'appât du *cheap labor* francophone, comme source de sur-profits, prolétarisa et urbanisa le peuple québécois qui prit conscience du cul-de-sac du nationalisme traditionnel qui ne correspondait plus à la nouvelle réalité pleinement industrielle du Québec.

5f. Malgré toutes les campagnes de peur, le peuple québécois devint indépendantiste. Paniquée, la bourgeoisie opposa, encore une fois, l'invasion armée, en octobre 1970. En prime, elle imposa le bilinguisme, c'est-à-dire l'assimilation de la langue la plus faible au nom de l'égalité. En 1982, elle récidiva en imposant au Québec, qui la refuse toujours, une

Charte *politically correct* consacrant l'État canadien comme nation unique d'individus formellement égaux. Puis toutes les manoeuvres de récupération, de Meech à Charlottetown, échouèrent. Envenimée par la crise économique mondiale du capitalisme, la crise politique canadienne a atteint un nouveau sommet.

6. Comble de l'ironie, après un PQ qui réussit à contrôler et à faire échouer l'impétueux mouvement indépendantiste de libération nationale des années 60-70, la direction néolibérale de Bouchard est peut-être devenue, suite au résultat du référendum de 1995 qui a complètement discrédité le *French Power* libéral, la dernière carte "démocratique" de la bourgeoisie canadienne pour dévoyer et diviser le mouvement indépendantiste. Après, c'est le plan "B" : le retour, s'il le faut, à la manière forte de 1837, 1870, 1885, 1917 et 1970.

7. La classe ouvrière pan-canadienne a mené des combats héroïques : la lutte pour la journée de 9 heures en 1872 ; la grève de Winnipeg de 1919 ; les grèves de 1945-48 des travailleurs de Ford, gagnant la formule Rand, des marins et des travailleuses du textile ; le Front commun québécois de 1972 ; le mouvement *Solidarity* de Colombie-Britannique de 1983. Mais parce qu'aucune de ses luttes ne prit en compte la nature de l'État canadien comme prison de nations et des peuples, aucune ne déboucha au niveau pan-canadien. Il y eut, de temps à autre, de très brefs moments de grâce, comme la journée de grève générale d'une journée en 1976 qui unifia tout le prolétariat de l'État canadien. Mais ce fut des moments sans lendemain. L'actuelle incapacité d'une lutte unifiée pan-canadienne contre les politiques néolibérales de coupures, de privatisation et de déréglementation illustrent dramatiquement cette faiblesse stratégique du prolétariat de l'État canadien.

8. L'État canadien comme prison des nations et des peuples, son point faible majeur, la bourgeoisie impérialiste canadienne l'a transformé en point fort, brisant presque la classe ouvrière pan-canadienne en deux solitudes. Mais, de tous les facteurs de division de la classe ouvrière, la question nationale québécoise ressort comme le facteur incontrôlable de la politique canadienne. Non pas parce que la nation québécoise est "plus opprimée" que les nations autochtones ou acadienne ou que les nationalités de couleur ou francophones hors Québec. Ce serait plutôt le contraire. Mais parce que la nation québécoise, dans un avenir prévisible, a seule la force démographique, économique et, depuis une génération, politique de briser l'État canadien.

9. Pour la classe ouvrière canadienne-anglaise, appuyer le mouvement indépendantiste serait d'affirmer que l'empereur est nu, et créerait la consternation au sein de la bourgeoisie canadienne. Imaginons, qu'en octobre 1970, la classe ouvrière canadienne-anglaise s'eut mobilisé contre la loi des mesures de guerre ou, qu'en 1972, elle eut fait la grève contre l'emprisonnement des chefs syndicaux au Québec. Plus que jamais, la liaison organique de la classe ouvrière pan-canadienne avec le mouvement indépendantiste québécois est une nécessité stratégique pour le succès de la lutte contre le néolibéralisme et pour la révolution socialiste dans notre coin de planète. Cette liaison stratégique donnerait aussi un élan impétueux aux luttes des nations autochtones, et à celles des autres nations et nationalités, pour leur autodétermination, ajoutant à la force de la lutte pour la révolution.

10. Mettre sur pied dans les plus brefs délais une campagne permanente contre le plan "B", c'est-à-dire pour le droit du Québec à l'autodétermination, serait la meilleure tactique pour amorcer un débat au sein de la classe ouvrière canadienne-anglaise sur la nécessité de cette liaison stratégique. Cette campagne doit, en particulier, viser toute politique de non-reconnaissance d'un vote majoritaire pour l'indépendance et toute politique partitionniste à l'irlandaise, sans toutefois souscrire au mythe nationaliste de l'"intégrité territoriale" ni du Canada ni du Québec, ce qui reviendrait à nier le droit à l'autodétermination des nations autochtones.

11. La classe ouvrière de l'État canadien, toutes les nations opprimées de cet État, les femmes, la jeunesse... ont un ennemi commun : la bourgeoisie impérialiste canadienne. Le point faible stratégique de notre ennemi commun est la lutte pour l'indépendance du Québec. Ensemble, en enfonçant le clou de l'indépendance du Québec, brisons l'État impérialiste canadien qu'a créé notre ennemi commun contre notre unité et notre liberté.

Marc Bonhomme et Gary Cristal, 1997